



5 MAI 2025

EUROPE INFO HEBDO



RÉARMEMENT, COMLOTS ET TAXE VERTE

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT,
Aurélien SAIAG.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

RÉARMEMENT,

LES NERFS DE LA GUERRE

Avec l'accord entre Washington et Kyiv, l'aide militaire des Américains à l'Ukraine a repris. Cependant, le front porte des séquelles graves de l'arrêt temporaire du soutien de l'administration Trump. Si Donald Trump semble perdre patience avec la temporisation de Vladimir Poutine, l'Europe cherche toujours à appliquer les leçons de son isolement des derniers mois pour accélérer l'eupéanisation de sa propre défense.

- La Commission européenne a présenté en mars son "Livre Blanc sur la défense européenne d'ici 2030".
 - L'objectif prioritaire est d'accroître les capacités de défense dans tous les secteurs, en réarmant très largement les Etats membres.
 - L'accent est également mis sur l'eupéanisation de la défense européenne,
 - en "achetant européen", en se concernant entre Européens (et donc en ne comptant plus sur les Américains), et en finançant à l'échelle européenne (EIH 17/2/25).
 - Le *Livre Blanc* propose également un raccourci aux principes de stabilité budgétaire de l'UE pour permettre aux Etat membres de consacrer jusqu'à 1,5 % de leur PIB pendant quatre ans à des dépenses militaires.
 - Au moins seize pays de l'UE comptent en profiter, pour l'instant
 - La Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, la Grèce, la Croatie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie et la Finlande.
 - On relève que l'Allemagne et la France ne se sont pas manifestés.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

RÉARMEMENT, ETATS-UNIS,

VISIONNAIRE DE LA GUERRE

L'heure est au réarmement partout dans le monde, et les dépenses pour la défense n'ont cessé d'augmenter à des records jamais observés depuis la fin de la Guerre froide. En Europe, l'augmentation des budgets consacrés à la défense est de 17%, le continent qui de loin a accéléré le plus sa remilitarisation.

- A l'exception de Malte, tous les pays de l'UE ont augmenté leur budget pour se procurer un arsenal ou étoffer celui existant :
 - la Pologne consacre dorénavant plus de 4% de son PIB à la défense, le seul Etat européen qui respectera le nouvel objectif de 3.5% du PIB à fixer par l'OTAN prochainement.
 - L'Espagne va elle cette année d'atteindre les 2% de son PIB consacrés à sa sécurité.
- Le financement de la remilitarisation de l'Europe est le point d'achoppement depuis le début de la guerre en Ukraine, et l'entente de 27 n'est pas encore assurée.
 - Désormais, aucun Etat membre ne remet en cause l'urgence et la nécessité d'une défense européenne sans l'allié américain.
 - Seule exception la Hongrie de Viktor Orban, mais pas pour cause d'atlantisme.
 - Les budgets européens et nationaux à voter prochainement seront pour cela décisifs dans l'avancée des objectifs du Livre Blanc.
 - Côté budget européen, la Commission s'est engagée à renouveler son outil de financement des munitions d'un an, à hauteur de 500 millions d'euros.
- Si Donald Trump a perdu la confiance des Européens, ces derniers ne sont pas opposés à de nouveaux partenaires stratégiques.
 - En cela, la Turquie, étant donné sa proximité géographique et le rôle médiateur qu'a cherché à jouer R.T Erdogan pour l'Ukraine, s'impose comme un allié potentiel - membre de l'OTAN qui plus est.
 - Cependant, les abus de l'Etat de droit en Turquie sont un obstacle à une entière coopération de l'UE et de la Turquie (EIH 31/3/25).
 - Malgré les tensions liées à la politique vis-à-vis de Taiwan, la Chine n'est pas du tout favorable à redessiner les frontières du monde, et a beaucoup à perdre économiquement dans un monde instable et peu prospère.
 - En cela, et couplé à sa rivalité stratégique avec les Etats Unis, la Chine peut être une alliée de l'Europe dans sa quête de paix et de stabilité sur le continent, estiment certains observateurs.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ACCORDS COMMERCIAUX, ETATS-UNIS, UKRAINE, **ORDINAIRE DE LA GUERRE**

Même si notre imaginaire historique reste marqué par les capitulations sans condition, l'arasement de l'ennemi ou le sel jeté sur les ruines pour stériliser la terre carthaginoise, toutes les guerres ne se terminent pas toujours sur des victoires aussi nettes. Parfois, souvent, la fin des combats se conclut sur des accords de paix plus ou moins forcés, insatisfaisants, et des compromis difficiles à avaler.

- On reviendra plus tard sur les conséquences du deal sur les minerais passé le 30 avril entre Trump et Zelensky, mais deux choses sont pour le moment sûres :
 - la première c'est que la résolution du conflit prend une direction couteuse pour Kyiv, mais probablement aussi pour Moscou ;
 - la deuxième c'est que les terres rares sont plus que jamais au cœur des enjeux de pouvoir et de concurrence géopolitique.
- La compétition économique et technologique entre les grands pôles de puissance industrielle que sont la Chine, les États-Unis et l'Europe a une dimension écologique centrale.
 - En menant sa transition énergétique, jusqu'en 2019, puis en l'accéléralant à partir de la guerre en Ukraine en 2022 (RePowerEU & EIH 26/5/22), l'UE a voulu se défaire d'interdépendances couteuses en termes économiques et géopolitiques.
 - Ce n'est pas un hasard si ses ambitions de décarbonation ont directement déclenché l'hostilité de ses rivaux producteurs d'énergie fossiles - l'insistance de Trump à ce que l'UE achète plus de gaz américain en est une illustration éloquente.
 - Même les énergies renouvelables, comme le numérique d'ailleurs, demandent beaucoup de ressources minières.
 - Hier avec Biden et l'IRA, qui répondait au Green Deal européen (EIH 13/3/23), aujourd'hui avec les grands plans d'investissement chinois dans la décarbonation (cf. l'analyse par l'Agence internationale de l'énergie),
 - la tension se déplace sur une course aux technologies vertes (voitures électriques, batteries, énergies renouvelables),
 - chaque puissance cherchant à dominer les chaînes de valeur pour assurer sa souveraineté énergétique.
- Cette rivalité stimule l'innovation mais génère aussi des tensions autour des ressources rares, souvent exploitées au détriment de l'environnement.
 - L'écologie devient ainsi un champ de coopération et de confrontation géopolitique.
 - Le rapport Draghi souligne d'ailleurs la nécessité pour l'Europe de renforcer ses investissements verts face à cette compétition mondiale pour ne pas devenir dépendante des technologies étrangères (EIH 16/9/24).
- C'est dans ce contexte que Trump a ouvert un autre front de la bataille tarifaire.
 - Après une première salve de hausses tarifaires sous l'administration Biden, qui avait déjà porté les droits de douane sur certains équipements photovoltaïques à près de 300 %,
 - Donald Trump va donc encore plus loin.
 - Certaines entreprises asiatiques, telles que Hounen Solar ou Longi PV-Tech, font désormais face à des tarifs pouvant atteindre 3 521 %.
 - Dans le viseur : des fabricants implantés au Cambodge, en Thaïlande, au Vietnam et en Malaisie, accusés de bénéficier de subventions indirectes du gouvernement chinois.
 - D'après une enquête de la Commission américaine du commerce international (ITC), ces sites de production seraient en réalité les relais d'une stratégie chinoise de contournement des droits de douane, en externalisant la fabrication hors des frontières continentales.
 - Une réponse brutale qui s'inscrit dans une politique plus large de relocalisation verte.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

ACCORDS COMMERCIAUX, ETATS-UNIS, CHINE, **REACTIONNAIRE DE LA GUERRE**

Les Etats-Unis avaient aussi renforcé les secteurs du solaire malgré des problématiques de chaîne d'approvisionnement dépendante de la Chine. Grâce à l'Inflation Reduction Act de 2022, la capacité de production de modules solaires aux États-Unis a quintuplé, atteignant 45 GW en 2024, avec plus de 95 installations manufacturières en cours de développement majoritairement soutenus par des incitations fiscales massives. Ce tournant intervient cependant dans un contexte de forte dépendance aux matériaux d'origine chinoise, que les États-Unis cherchent désormais à substituer.

- Le Council on Foreign Relations offre une synthèse des enjeux derrière les hausses des droits de douane trumpiens qui visent l'Asie.
 - Six graphiques illustrent la dépendance des États-Unis aux importations asiatiques, notamment en électronique et en biens intermédiaires.
 - La Chine, premier visé, voit ses exportations vers les États-Unis chuter, affectant ses voisins intégrés aux chaînes de valeurs régionales.
 - Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan, bien que partenaires stratégiques de Washington, subissent également des tarifs sur des produits clés comme l'acier et les semi-conducteurs.
 - Cette politique protectionniste fragilise les économies asiatiques interconnectées et exacerbe les tensions géopolitiques dans la région.
- La Chine reste l'acteur central de la chaîne de valeur du solaire, et plus largement des technologies bas carbone, mais les signaux de saturation se multiplient.
 - En 2024, près de 43 % des exportations chinoises de technologies vertes étaient à destination des marchés émergents, contre 24 % seulement deux ans plus tôt, selon BloombergNEF.
 - La réorientation de ces technologies vers le Sud global illustre une double stratégie :
 - écouler les excédents liés à la surproduction nationale ;
 - et contourner les barrières commerciales imposées par les Etats Unis et l'UE.
 - Paradoxalement, cette hégémonie n'empêche pas une intensification des relations économiques entre la Chine et l'Union européenne, notamment dans les domaines de la recherche et de la chaîne d'approvisionnement.
 - L'Europe, fortement dépendante des composants solaires chinois, tente de conjuguer partenariat technique et indépendance stratégique, non sans ambiguïtés.
 - L'Union européenne, prise entre les ambitions industrielles américaines et la domination chinoise, tente de faire émerger un pôle de compétitivité propre.
 - Quelques projets phares illustrent cette volonté de regain :
 - En Sicile, l'usine 3Sun à Catane, portée par Enel Green Power depuis 2023 est appelée à devenir le plus grand site de production d'énergie solaire d'Europe, avec une capacité de 3 GW d'ici fin 2024. Le projet bénéficie d'un financement de 560 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement (BEI).
 - L'usine française Solvay démarre la production commerciale de terres rares pour les aimants permanents, une production stratégique pour les green tech.



GREEN DEAL

PESTICIDES, CBAM,

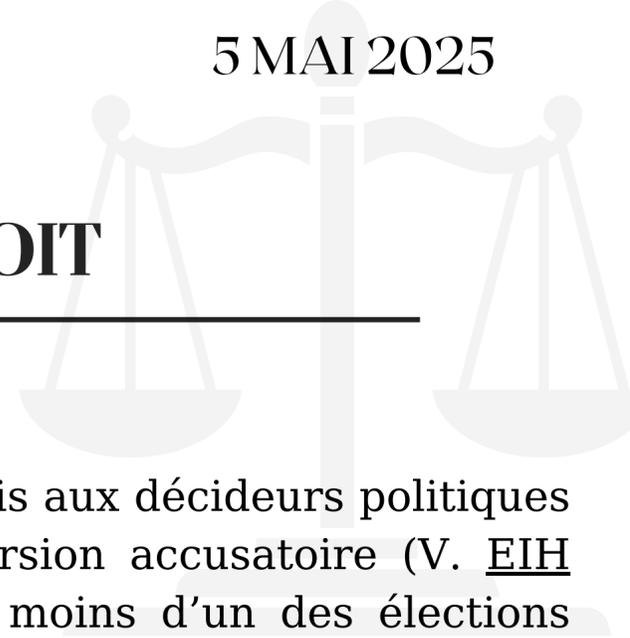
LE VERT DE LA GUERRE

Il n'y a pas que sur le domaine de la transition énergétique que les ambitions vertes de l'UE se retrouvent confrontées aux difficultés liées à son insertion dans les marchés mondialisés (EIH 5/5/22).

- La transition agroécologique initiée par le Green Deal (EIH 24/2/22) mène l'UE à une double contradiction majeure.
 - La première a égard à ses importations agricoles, qui bien que présentant seulement 17% de la consommation alimentaire, concentrent 46% de son « empreinte phytosanitaire ».
 - La deuxième, concerne les pesticides interdits dans l'UE, qui en grande partie sont toujours produits... en Europe.
 - Le paradoxe est donc criant : l'UE exporte chaque année pour 6,6 milliards d'euros de ces substances.
- Face à cette double incohérence, l'Observatoire européen de la fiscalité propose l'instauration d'un mécanisme d'ajustement phytosanitaire aux frontières, inspiré du CBAM (Carbon Border Adjustment Mechanism), qui vise déjà à tarifer les émissions de CO₂ des importations industrielles.
 - L'idée est d'éviter que le durcissement des normes environnementales européennes ne pousse à la délocalisation des usages de pesticides vers des pays tiers,
 - sur le modèle des "fuites de carbone", au détriment de la question de la biodiversité, qui est, elle, un enjeu mondial.
 - En effet, si l'Europe interdit des substances comme le paraquat ou limite fortement le glyphosate (dont le renouvellement de son autorisation est une véritable saga depuis 2017 - EIH 26/11/23) les produits alimentaires qui en contiennent reviennent largement par les importations.
 - Notamment en provenance du Mercosur, qui représente 24,6 % de l'empreinte glyphosate européenne tout en ne pesant que 6,3 % des volumes consommés.
- Trois scénarios ont été modélisés par l'Observatoire, avec des résultants très différents les uns des autres.
 - Si chacun des scénarios considère un maintien de l'objectif de réduction de 50% des usages de pesticides instauré par le pacte vert :
 - le premier, sans taxe, aboutit à une augmentation des importations (+30 % de blé, +8,3 % de maïs), aggravant l'empreinte environnementale
 - le deuxième introduit une taxe « compensatoire » pour maintenir la part de marché des producteurs européens, sans effet direct garanti sur l'environnement ;
 - le troisième repose sur une taxe fondée sur les résidus de pesticides, applicable à tous - Européens comme non-Européens - ce qui renforcerait à la fois la compétitivité locale (car l'agriculture européenne contient moins de résidus que celle importée) et la durabilité globale.
 - Toutefois, ce mécanisme présente de nombreux défis comme la mesure précise des résidus, le traçage des molécules utilisées ou encore l'évitement des contournements commerciaux, pour ne citer que ces points.
- Enfin, cette idée s'inscrit à la suite du projet de taxation des pesticides défendu par l'eurodéputée Sarah Wiener (AT-Verts) en février 2023, qui milite pour instaurer une taxe en fonction du niveau de risque afin de financer des alternatives durables
 - Ainsi, la "taxe pesticides aux frontières" incarne une tentative de résoudre un double dilemme :
 - aligner compétitivité et écologie d'une part, et éviter l'hypocrisie commerciale d'autre part.
 - Elle constituerait, alors, une avancée vers une politique commerciale européenne réellement cohérente avec ses ambitions environnementales.
 - Mais sa mise en œuvre exigera du courage politique au moment même où la loi Omnibus a largement assoupli les règles à l'égard du CBAM (Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières).



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



HONGRIE, ELECTIONS, DÉSINFORMATION, **KOLLARGOL**

L'Etat de droit implique que la justice s'applique à tous, y compris aux décideurs politiques même s'ils sont populaires. Leur riposte consiste en une inversion accusatoire (V. [EIH 7.4.2025](#)), ce qui crée un découragement généralisé. Ainsi, à moins d'un des élections législatives en Hongrie de 2026, le parti eurosceptique au pouvoir - Fidesz - serait encore victime d'un complot pour lui nuire.

- Le gel des subventions européennes pour non conformité aux exigences de l'Etat de droit serait à l'origine des difficultés économiques de la Hongrie, et causerait du tort à l'image de son Premier ministre Viktor Orban.
 - C'est un discours qui a pris de l'ampleur ces derniers jours.
 - L'objectif de cette mise en difficulté, et donc l'objectif de ces sanctions, serait de favoriser son opposant Péter Magyar.
- Le coup d'envoi est marqué par une audition au Parlement européen de l'eurodéputée Kinga Kollar, du parti Tisza de Péter Magyar (PPE-HU).
 - Elle explique que le gel des fonds européens pour violations de l'État de droit a été très efficace et que la détérioration du niveau de vie des Hongrois a renforcé l'opposition.
 - Elle se dit même très optimiste pour les élections de 2026.
 - Cette maladresse est donc comprise comme suit : le parti Tisza se réjouit de la détérioration du niveau de vie des Hongrois car elle promet de bons résultats électoraux.
 - Le Fidesz dénonce donc une conspiration entre Bruxelles et le parti Tisza contre les Hongrois.
- Pire encore, le mécanisme de conditionnalité d'avril 2022 aurait pour objectif de servir les ambitions bellicistes de Bruxelles.
 - Actuellement, 20 milliards d'euros sont gelés dont 1 milliard définitivement perdu fin 2024.
 - Le parti au pouvoir en Hongrie dénonce une vengeance, une coercition politique pour avoir dévié du dogme libéral wokiste.
 - C'est ainsi que les manifestations contre l'interdiction de la gay pride à Budapest sont considérées comme des tentatives de déstabiliser le pouvoir poussées par Bruxelles.
 - Tout comme à Belgrade (V. [EIH 24.3.25](#)).

La question qui se pose est donc de savoir si l'Union est un "simple" mécanisme de redistribution des cotisations en subventions ou si elle poursuit une vision particulièrement exigeante de l'Etat de droit.